

**ARRETE MUNICIPAL N° A2024-529  
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC  
3BIS RUE EMILE HEROULT  
05 JUILLET 2024**

## **LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande de l'entreprise BAUE COUVERTURE, en date du 18 juin 2024,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5<sup>ème</sup> Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement du remplacement de fenêtres de toit par l'entreprise BAUE COUVERTURE – 42 rue de l'Eglise – 14470 - COURSEULLES-SUR-MER,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'entreprise BAUE COUVERTURE est autorisée à occuper le domaine public afin de permettre le remplacement de fenêtres de toit, au 3bis rue Emile Héroult, **le 05 juillet 2024 de 08h00 à 18h00.**

**ARTICLE 2** : Le STATIONNEMENT sera interdit à tout véhicule (sauf les véhicules de l'entreprise BAUE COUVERTURE) sur la chaussée située devant le 3bis rue Emile Héroult, **le 05 juillet 2024 de 08h00 à 18h00.**

**ARTICLE 3** : La CIRCULATION se fera sur chaussée rétrécie et par feux d'alternats, au niveau du 3bis rue Emile Héroult, **le 05 juillet 2024 de 08h00 à 18h00.**

**ARTICLE 4** : Le pétitionnaire aura la charge de matérialiser les dispositions citées dans l'articles 3 par des moyens réglementaires.

**ARTICLE 5** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 7 : Madame le Maire, Monsieur l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police municipale, ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif et d'une publication.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 24/06/2024

Signé le 28/06/24

Publié le 01/07/24

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint



*Francis Nicaise*  
Francis NICAISE